
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49847

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Wahlzensus beschnitt das im Midi seit langem eingebürgerte Wahlrecht aller Haushaltsvorstände und wurde einfach ignoriert, der Stadtrat verlor seine traditionelle Entscheidungsfreiheit an eine zentralistische Verwaltungshierarchie, die Bauern der Ebene mußten zusehen, wie die Distriktbürokratie ihre kollektiven Weiderechte abschaffte.

Im positiven Sinne beschränkte sich die »Große Revolution« in Vence bis Ende 1790 weitgehend auf die Mitbesteuerung einiger weniger Privilegierter, den Wegfall von Wasservorrechten, von zusätzlichen Mühlen- und Wasserabgaben. Soweit es überhaupt zu sozialen Konflikten kam, blieben sie begrenzt auf eine schmale Oberschicht und betrafen vor allem Prestigefragen wie die Beanspruchung der alten seigneurialen Kirchenbank durch die neugewählten Stadträte: »les deux bancs de M. de Vence occupent la place seule propre à être occupée par les officiers municipaux pour être vus par le peuple« (zit. S. 133).

Diese Andeutungen zeigen einmal mehr, wie sehr die gängigen Lehrmeinungen über den Charakter der Französischen Revolution der Korrektur und Differenzierung durch die Regional- und Lokalforschung bedürfen. Georges Castellan könnte noch mehr dazu beitragen, wenn er seine leider mit Ende 1790 abbrechende »Chronik« bald, wie in Aussicht gestellt, bis in die Zeit des Direktoriums fortführen würde.

Rolf REICHARDT, Mainz

Jakobiner in Mitteleuropa, hg. u. eingel. von Helmut REINALTER, Innsbruck (Inn-Verlag) 1977, 494 S.

En France, l'existence d'un mouvement jacobin n'a jamais été sérieusement contestée; les manuels d'histoire abondent en matériaux. Ainsi la discussion se borne actuellement à déterminer de savoir si ce mouvement a été le point culminant de la révolution bourgeoise ou non. En Europe centrale et surtout en Allemagne, la situation est, malheureusement, profondément différente. La République éphémère de Mayence mise à part, le jacobinisme ne fut qu'un mouvement intellectuel que l'on peut percevoir notamment dans d'innombrables journaux, pamphlets et procès-verbaux. On trouve les jacobins allemands avant tout dans les archives publiques car ce sont surtout les gouvernements qui, alarmés par les succès des armées françaises et plus encore par les effets de la propagande révolutionnaire, ont, après 1791, qualifié de »jacobin« toute attitude critique.

Ces quelques indications montrent déjà l'extrême difficulté quand on veut aborder le problème des jacobins allemands, ce qui a conduit à une situation peu satisfaisante dans la mesure où la plupart des historiens ont fait précéder leurs recherches par un crédo politique: les conservateurs tendent à minimiser, voire à ignorer l'existence du consentement d'une partie des intellectuels au »dérapage« de la révolution tandis que les progressistes succombent à la tentation de surestimer le rôle des partisans radicaux de la France. Pourtant, après une trentaine d'années qui ont vu paraître nombre d'études spécialisées dont la

vaste bibliographie de l'ouvrage que nous présentons ici rend suffisamment compte, il semble que le moment soit venu de dresser un premier bilan provisoire. Qui faisait partie des cadres jacobins et quelle était leur stratification sociale? Quelles étaient les étiquettes dont les soi-disants jacobins se réclamaient eux-mêmes? Quelle attitude avaient-ils envers la révolution hors de France? Qu'y avait-il de moderne et de rétrograde dans leurs idées et projets? Y avait-il une relation entre les nombreux troubles d'alors, dans les campagnes et dans les villes, et ces intellectuels jacobins?

Malheureusement, toutes ces questions ne trouvent pas de réponse satisfaisante dans ce livre composé d'une vingtaine d'articles, dont la plupart étant déjà parus dans les années soixante et soixante-dix. Pire encore, l'introduction du jeune assistant de l'université d'Innsbruck ne donne qu'un abrégé de l'interprétation »maximaliste« des professeurs GRAB (Tel-Aviv) et SCHEEL (Berlin-Est), sans même en mentionner les nombreuses critiques (celle de G. Kaiser, *Über den Umgang mit Republikanern, Jakobinern und Zitate*, dans: *Deutsche Vierteljahrsschrift* 49, 1975, p. 226 et suiv. – volume spécial sur le 18^e siècle – manque aussi dans le répertoire bibliographique). Le lecteur s'étonne d'autant plus quand il rencontre, dans la contribution de l'éditeur lui-même sur les jacobins des pays habsbourgeois, une conception tout à fait différente: là, M. REINALTER se range à l'avis opposé des professeurs WANGERMANN et SILAGI qui ne voient dans le jacobinisme autrichien qu'une »époque de l'absolutisme éclairé« (Silagi); la conspiration n'aurait été qu'une »sorte de compensation franc-maçonnique« (p. 259).

Le temps des grandes batailles étant fini, les articles sur la Hongrie et la Bohême semblent indiquer un accord fondamental sur le caractère spécifique de ce mouvement: ce sont les graves erreurs des gouvernements viennois plutôt que les conséquences du jeu des forces productives qui ont causé l'alliance entre une partie de la petite noblesse et quelques fonctionnaires pour ériger un régime national et représentatif mais sans la moindre allusion au problème social. Peut-on parler de jacobins? Il n'existait aucun contact avec les »classes laborieuses« tandis que les projets étaient écrits dans la langue officielle des Etats généraux: en latin! En Autriche, les choses ne sont pas très différentes. Ici encore, à vrai dire, il s'agit de jacobins malgré-eux car seulement la fin des réformes sous François II a provoqué une opposition chez les partisans non-conformistes du josephisme. C'est sous l'aspect de cette constellation que le problème de la révolution mérite la plus grande attention: beaucoup de jacobins se considèrent comme le rempart à la révolution imminente, bien que leurs actions aient en réalité des conséquences révolutionnaires.

En Allemagne, la situation était plus compliquée à cause de l'occupation française de la rive gauche du Rhin. Ici les jacobins ne provenaient pas uniquement du corps des fonctionnaires ou journalistes, mais comprenaient parfois un tiers de la petite bourgeoisie artisanale et commerciale. On n'aspirait pas seulement aux changements constitutionnels mais aussi sociaux et économiques. Or précisément là les différences entre l'élite progressiste et les militants plutôt antimodernistes ne sont pas décrites avec la netteté nécessaire par H. SCHEEL (les recherches récentes de A. Kuhn sur le néo-jacobinisme de Cologne en 1798

– Jakobiner im Rheinland, Stuttgart 1976 – pourraient apporter d'utiles informations). Par contre, en Allemagne du Nord les traces du jacobinisme sont presque imperceptibles. MM. GRAB, ENGELS et RUIZ ont beaucoup de mal à démontrer l'existence d'un mouvement vraiment révolutionnaire. Leurs efforts, il faut l'avouer, ne sont pas convainquants. L'absence totale d'action, même de programme, de projet de constitution, de proclamation indique l'influence permanente de la philosophie kantienne; malgré toutes les critiques on se rendait parfaitement compte de la perfectibilité progressive des régimes d'alors. Heinrich Würzer, un des héros que M. GRAB présente comme exemple d'attitude révolutionnaire, déclarait en 1793: »La liberté de presse, par son influence bienfaisante, aide continuellement à accélérer la marche du gouvernement vers la perfection et chasse par là-même tout souci pour un changement à coup de force«. Ce livre s'appellait »Catéchisme révolutionnaire« (p. 32)!

Christof DIPPER, Trier

Linksrheinische deutsche Jakobiner: Aufrufe, Reden, Protokolle, Briefe und Schriften 1794–1801, hg. von Axel KUHN, Stuttgart (Metzler) 1978, XII–353 S. (Deutsche revolutionäre Demokraten, 2).

Die Auswirkungen der Französischen Revolution auf Deutschland waren in den letzten Jahren wiederholt Gegenstand historischer Forschungen. Im Vordergrund stand dabei das Bemühen um eine Aufwertung der deutschen Jakobiner und um die Schaffung demokratischer Traditionen. Diesem Ziel verpflichtet ist die von Walter Grab begründete Reihe »Deutsche revolutionäre Demokraten«, die mit einer von Axel Kuhn besorgten Quellensammlung ihren Abschluß gefunden hat.

Angesichts der ursprünglichen Konzeption erstaunt diese Tatsache ebenso wie der Inhalt des vorliegenden Bandes. Er behandelt nämlich nicht – wie noch der Umschlagtext erwarten läßt – die Mainzer Republik von 1792/93, sondern die Zeit zwischen dem Beginn der französischen (Wieder-) Eroberung des linken Rheinufer und dessen völkerrechtlich verbindlichem Anschluß an Frankreich. Das von Kuhn vorgelegte Material entstammt hauptsächlich rheinischen Archiven und Bibliotheken; es umfaßt Zeitungsberichte, Auszüge aus Flugblättern und -schriften sowie einige Briefe und Sitzungsprotokolle. Etwa ein Viertel der Dokumente wurde schon früher veröffentlicht, vorwiegend von Joseph Hansen, dessen in den dreißiger Jahren entstandene Edition auch heute noch unentbehrlich ist. Im Gegensatz zu Hansen geht es Kuhn jedoch darum, nur die *Revolutionsanhänger* der Jahre nach 1794 zu Wort kommen zu lassen. Mit dem Gespür für Typisches und Entscheidendes, aber auch für Originelles hat der Herausgeber über siebzig Quellen ausgewählt. Sie lassen erkennen wie virulent auch in diesen Jahren jakobinisches Gedankengut am Rhein noch war, zeichnen sich doch fast alle Dokumente durch eine radikale Absage an das Ancien régime, einen egalitären Demokratismus und einen stark antiklerikalen Einschlag aus. Als führende Köpfe dieser sozial recht heterogenen Bewegung traten neben